

Arrêté préfectoral complémentaire n°2026-SGAD/BE-079 en date du 21 avril 2026
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2004-D2/B3-192 du 9 juin 2004 autorisant la SARL
Raymond IRIBARREN et Fils à exploiter une carrière de sables et graviers aux lieux-dits « les
Soucheaux », « les Braguettes » et « la Croix Barbin » sur les communes de Goux et Mazerolles
(86320), activité relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de
l'environnement
AIOT n°0007200924

**Le Préfet de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 512-75-1, R. 512-75-2, R. 512-39 et R. 512-39-1 à 6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de monsieur Serge Boulanger, préfet de la Vienne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 7 août 2025 portant nomination de madame Murièle BOIREAU, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de Poitiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle Boireau, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne ;

Vu la déclaration d'utilité publique de la déviation de Lussac-les-Châteaux - RN147 - approuvée le 23 avril 2019 ;

Vu le plan local d'urbanisme de la communauté de communes de Vienne et Gartempe approuvé le 10 octobre 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-D2/B3-192 du 9 juin 2004, modifié par les arrêtés complémentaires n°2019-DCPPAT/BE-224 en date du 23 octobre 2019 et n°2022-DCPPAT/BE-14 du 9 février 2022 autorisant la SARL Raymond IRIBARREN et Fils à exploiter une carrière de sables et graviers aux lieux-dits « les Soucheaux », « les Braguettes » et « la Croix Barbin » sur les communes de Goux et Mazerolles, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande de la société Raymond IRIBARREN et Fils en date du 19 janvier 2026, complétée le 17 mars 2026 ;

Vu l'objet de la demande visant à céder une partie des parcelles au nord de l'exploitation existante ;

Vu le rapport de synthèse de l'inspecteur des installations classées du 17 avril 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral qui a été notifié le 25 mars 2026 à la société Raymond IRIBARREN et Fils ;

Vu le message électronique du 04 avril 2026 de la société Raymond IRIBARREN et Fils indiquant ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été notifié ;

Considérant que la cessation partielle des parcelles demandées ne modifie pas des conditions d'exploitation et n'entraîne pas de dangers ou inconvénients significatifs ;

Considérant que l'ATTES MEMOIRE conclut qu'aucun traitement des pollutions n'est donc à prévoir et par conséquent que le site ne fera l'objet d'aucune mesure de gestion pour la réhabilitation ;

Considérant que l'ATTES SECUR conclut que l'exploitant a mis en œuvre les mesures de mise en sécurité de l'ensemble des installations mise à l'arrêt définitif sur les parcelles objet de la cessation ;

Considérant que l'ATTES TRAVAUX et le mémoire associé ne sont pas nécessaires en l'absence de travaux de remise en état prescrits par le Préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation sur les parcelles visées par la cessation partielle ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture du département de la Vienne ;

ARRÊTE

Article 1 : Identification

L'arrêté préfectoral du 9 juin 2004 susvisé, applicable à la société Raymond IRIBARREN et Fils, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIREN 349 369 488 et dont le siège social est situé 1 chemin du Désert 86350 Usson-du-Poitou, pour la carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires qu'elle est autorisée à exploiter aux lieux-dits « les Soucheaux », « les Braguettes » sur la commune de Goux et « la Croix Barbin » sur la commune de Mazerolles, est modifié selon les dispositions de l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions modifiées et mise à jour de l'arrêté n°2004-D2/B3-192 modifié en date du 09/06/2004

- Les dispositions du **CHAPITRE 1 – Données spécifiques à l'Autorisation** sont remplacées par les suivantes :

« ARTICLE 1.1 AUTORISATION

La SARL Raymond IRIBARREN et Fils, dont le siège social est situé 1 chemin du Désert 86350 Usson-du-Poitou, représentée par Monsieur Jean-François Iribarren agissant en qualité de Directeur technique de la ladite société, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires sur les communes de Goux et Mazerolles aux lieux-dits « les Soucheaux », « les Braguettes » et « la Croix Barbin ».

L'ensemble du site comporte l'activité désignée ci-après :

RUBRIQUE	ACTIVITÉ	CAPACITÉ	RÉGIME
2510-1	Exploitation de carrière	100 000 t/an en moyenne 145 000 t/an au maximum	Autorisation

Le présent arrêté vaut autorisation et déclaration au titre du code de l'environnement – Livre II- titre I. Conformément au code des Douanes, les installations voisées ci-dessus sont soumises à la taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). Cette taxe est due pour la délivrance du présent arrêté et exigible à la signature de celui-ci. En complément de celle-ci, elle est également due sous la forme d'une taxe annuelle établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1^{er} janvier ou ultérieurement à la date de mise en fonctionnement de l'établissement ou éventuellement de l'exercice d'une nouvelle activité. La taxe est due, dans tous les cas, pour l'année entière. L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande en ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions, entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

Article 1.2 CARACTÉRISTIQUES DE L'AUTORISATION

COMMUNE	LIEU-DIT	SECTION	N°DE PARCELLES	SUPERFICIE
GOUEX	Les Soucheaux	ZB	169	1ha 08a 65ca
			171	2ha 09a 28ca
			36	2ha 25a 41ca
			37	16a 44ca
	Les Braguettes	ZB	33pp	66a 50ca
	Chemin rural « Les Bordes »	-	-	12a
			Superficie totale de l'exploitation après cessation	6ha 38a 28ca
MAZEROLLES	La Croix Barbin	ZL	260	1 ha 43 a 90 ca
			259	1 ha 76 a 26 ca
			Superficie totale en cessation	3 ha 20a 16ca

Les parcelles sont présentées en annexe 1 : plan parcellaire

L'autorisation est accordée jusqu'au 9 juin 2034, remise en état incluse.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

L'épaisseur d'extraction maximale des sables et graviers est de 30 mètres y compris l'épaisseur de découverte.

À condition de ne pas atteindre la nappe à une cote supérieure, la cote minimale du fond de la carrière est de 80 m NGF ».

- Les dispositions du **chapitre 2 - EXPLOITATION** de l'article 1.3 Dispositions particulières de l'exploitation sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1.3.1 Patrimoine Archéologique

Toute découverte de vestiges archéologiques sera signalée sans délai à la mairie concernée, à la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des Installations classées. »

1.3.2 Modalités particulières d'extraction

L'exploitation se fait en fouille sèche à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'un chargeur sur pneus.

Sur l'ensemble du site :

L'exploitation du site se poursuivra à partir de la parcelle ZD n°259 pour descendre progressivement vers le sud à la cote de 80 m NGF.

La sécurité est assurée par la création d'un merlon tout autour du site, excepté sur la partie adjacente à la carrière CMGO. L'accès est fermé à l'aide d'une barrière solide, efficace et cadenassée.

Les fronts colonisés notamment par les hirondelles de rivage et les guépriers d'Europe sont préservés en totalité durant la période de nidification.

Le décapage et la suppression de la végétation est interdite en dehors de la période de nidification (mi-mars à mi-août).

Une mare est créée en dehors du périmètre autorisée sur la parcelle ZB 33 dans un délai maximum de 2 ans à compter de la notification de l'arrêté n°2022-DCPPAT/BE-14 du 9 février 2022.

Un suivi annuel de la nouvelle mare et de la mare existante est réalisé par un organisme compétent pendant trois ans. Il consiste à réaliser une expertise écologique sur la période de février à juin, avec un passage tous les 15 jours, afin d'observer la fonctionnalité de la nouvelle mare (apparition de pontes) et de déterminer les espèces présentes. Ce suivi fait l'objet d'un rapport annuel transmis à l'inspection des installations classées.

À l'issue de ce délai de trois ans, la mare originelle pourra être supprimée en période d'assec si le bilan des suivis démontre une fonctionnalité avérée de la nouvelle mare notamment par la colonisation d'individus identiques à ceux de la mare originelle. Dans le cas contraire, cette dernière sera conservée et l'exploitant devra transmettre des propositions d'ajustements à l'inspection des installations classées.

La fonctionnalité et l'entretien de la nouvelle mare et le cas échéant de la mare originelle devront être assurés durant l'exploitation afin de permettre le maintien des espèces. »

- Les dispositions du **CHAPITRE 3 – REMISE EN ÉTAT de l' Article 1.4** sont remplacées par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1.4

1.4.1 – Généralités

L'objectif final de la remise en état conduira à la création d'une zone agricole raccordée aux carrières adjacentes.

Les fronts d'extraction sont talutés de façon homogène. Afin de maintenir des zones favorables à la nidification des hirondelles de rivage et des guépriers d'Europe, des portions de talus sableux subverticaux devront être maintenues à l'état final.

La découverte ainsi que les stériles sont utilisés au plus tôt pour la remise en état du site. Le carreau est à la cote 80 m NGF »

1.4.2 – Remblayage

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, sont admis :

Code déchet ⁽¹⁾	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et Céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés

(1) Annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Outre les prescriptions réglementaires de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité et des articles 1 et 9 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, l'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. »

- Les dispositions du **CHAPITRE 5 Dispositions Administratives de l'article 1.8** sont remplacées par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1.8 GARANTIES FINANCIÈRES

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexes présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le tableau ci-dessous fixe le montant des garanties financières pour chaque phase d'exploitation :

Périodes	2018 – 2022	2023 – 2027	2028 – 2032	2033 – 2034
Montant des garanties financières	84 649 €	151 013 €	143 658 €	51 907 €

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 109,5 (octobre 2020)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20 ».

- Les dispositions du **CHAPITRE 5 Dispositions Administratives de l'ARTICLE 2.7 Sécurité Publique** sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 2.7.1 Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors, des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'une part, à proximité des zones clôturées.

2.7.2 Garantie des limites du périmètre

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation (excepté le long de la carrière de la société CMGO et de la carrière de la société Sablières de Gouvex où il n'y a pas de délaissé).

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. »

- Les annexes au présent arrêté remplacent celles annexées à l'arrêté n° 2022-DCPPAT/BE-14 du 9 février 2022 abrogé**

Article 3 : Abrogation d'actes devenus obsolètes

Les arrêtés préfectoraux n°2019-DCPPAT/BE-224 en date du 23 octobre 2019 et n°2022-DCPPAT/BE-14 en date du 9 février 2022 sont abrogés.

Article 4 : cessation d'activité partielle de parcelles n°259 et n°260

La cessation d'activité partielle du site sur les parcelles n°259 et n°260 section ZL au lieu-dit « La Croix Barbin » sur la commune de Mazerolles entraîne la mise à l'arrêt définitif et la mise en sécurité de l'exploitation sur cette partie du site.

Aucune remise en état n'est à réaliser sur ces parcelles, en vue de la cession de celles-ci à l'État pour les besoins du projet routier.

Article 5 : Délais et voies de recours (art L.514-6 du code de l'environnement)

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Poitiers (86 000) – 15 rue de Blossac :

1° Par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 : Publicité

Conformément à l'article R181-44, le présent arrêté est :

1° notifié à l'exploitant ;

2° affiché en mairies de Mazerolles et Goux pendant une durée minimum d'un mois ; Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au préfet ;

3° publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, les maires de Mazerolles et Goux et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), ainsi que l'exploitant sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le 21 avril 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Murièle BOIREAU

Annexe 1 – Plan parcellaire



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2026-SGAD/BE-079 en date du 21 avril 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Murièle BOIREAU

8/10



Murièle BOIREAU



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2026-SGAD/BE-079 en date du 21 avril 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Murièle BOIREAU

10/10